

## **Allocution prononcée le 23 mars 2006 à l'occasion de la venue des élus du secteur en soutien au Collectif d'occupation du lycée Romain Rolland de Clamecy.**

Au nom du collectif des personnels, à vous qui êtes venus si nombreux apporter votre soutien à notre occupation du lycée, merci à tous. Il est émouvant (je sais que ce mot est méprisé dans les sphères de l'administration mais j'y tiens) de vous voir entrer dans ce lycée, dans notre lycée, notre bien à tous : grâce à votre présence, la notion de service public prend ici tout son sens.

Votre présence démontre aussi de façon criante le mépris avec lequel nous sommes traités : au bout de 25 jours d'occupation, malgré de multiples manifestations, malgré la présence régulière des médias, nous nous heurtons toujours au silence le plus total.

Silence total ? Pas tout à fait. Nous avons appris par les élus (car nous le Recteur ne nous écrit pas), que le 14 mars le recteur avait répondu à leur courrier du 27 janvier : c'est ce qui s'appelle prendre la mesure de l'urgence de la situation. Au passage, je tiens à apporter quelques rectifications à sa réponse : ces décisions auraient été prises après consultation, je cite, « avec d'une part les chefs d'établissement, d'autre part les élus, les représentants des enseignants et des parents d'élèves à l'occasion des instances prévues à cet effet. » Les intéressés qui ont vécu le silence opposé à leurs demandes de rendez-vous et le refus total de dialogue face à des mesures présentées comme d'emblée comme arrêtées apprécieront à sa juste valeur ce passage, mais après tout, il se voulait peut-être ironique. Lorsqu'il est question des sections MDS, MDC qui « n'attirent plus que 8 élèves chacune », la mauvaise foi devient patente, le nombre de places dans ces sections a été limité à 12 chacune par le Rectorat. Cette année, nous les avons remplies à 75% et à 100% les 5 années précédentes. Ajoutons pour faire bonne mesure, les 100% de

réussite aux examens en 2005. Bien des responsables seraient satisfaits de réaliser un tel niveau de performances dans l'accomplissement de leurs tâches. On remarquera enfin le silence pudique qui plane sur la « non ouverture de la spécialité Communication et GRH en terminale STG ».

Le recteur termine sur « la nécessité d'engager notamment avec les élus une réflexion sur la carte des formations dans tout le département de la Nièvre » : curieuse démarche qui consiste à démanteler d'abord et à réfléchir ensuite. M. Dugrip, qui a insisté à plusieurs reprises sur sa récente prise de fonction, semble ignorer les spécificités géographiques de la région Bourgogne : l'espace rural représente les 2/3 de son territoire, 1/3 des Bourguignons y résident et 30% des actifs y travaillent ; il y a certes une baisse démographique mais il y a aussi un renouveau rural qui appelle une politique volontariste. Ce sont des mesures de carte scolaire irréflechies, la fermeture d'options et de sections qui entraînent la baisse des effectifs. C'est la disparition des services publics qui contribue à fragiliser des espaces déjà mis à mal par la crise économique. Dans le cadre de la préparation des Assises nationales des lycées ruraux qui auront lieu à Clamecy le 8 avril, nous voyons dans d'autres académies s'esquisser différentes pour lutter contre la désertification scolaire : d'autres choix de restructuration de l'offre de formation sont donc possibles.

Tous rassemblés aujourd'hui, nous demandons que notre territoire soit respecté et que soit prise en compte sa vocation d'être un espace de vie ouvert à tous.